



Association des religieuses  
pour les droits des femmes

# Reli- femmes

## DANS CE NUMÉRO

**E**n ce début de 2015, la Marche mondiale des femmes occupe particulièrement notre attention. D'où l'À propos qui présente le thème de la Marche: «Libérons nos corps, notre Terre, nos territoires!» tel qu'il a été adopté à la neuvième Rencontre internationale, à l'été 2013, et endossé par la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF).

Derrière les mots de ce thème, se profile toute la réalité de la vie des femmes, soit son rapport à l'économie, au politique, à l'écologie, etc. C'est ainsi qu'il faut comprendre le dossier écrit par Marie-Ève Duchesne, «Repenser l'économie, défendre l'écologie... des combats féministes!». Celle qui a été personne ressource à la dernière assemblée générale de l'Association, y reprend un aspect de la réflexion développée au moment des États généraux de l'action et de l'analyse féministes. Marie-Ève insiste sur l'égalité entre les femmes elles-mêmes et propose une approche alternative éco-féministe aux systèmes d'oppression que sont les systèmes patriarcal et capitaliste néo-libéral.

L'une et l'autre, les auteures de l'À propos et du dossier, nous convoquent à l'engagement féministe solidaire.

La rédaction

## EN MOUVEMENT

# Nous souvenir d'elles

Le samedi 6 décembre 2014, la communauté montréalaise s'est livrée à un exercice de mémoire collective au Parc du Mont-Royal. Une longue marche aux flambeaux suivie d'une vigile hommage aux quatorze victimes rappelaient le douloureux souvenir du massacre de Polytechnique, il y a vingt-cinq ans.

Un devoir de mémoire pour prendre à nouveau conscience de la barbarie d'un acte marqué du sceau de la misogynie, sorte de climax de la violence envers les femmes parce que femmes et porteuses d'un rêve de carrière traditionnellement masculin. Une attaque frontale contre les féministes engagées dans un projet de société égalitaire.

À la veille des célébrations, le «Comité de la Commémoration du 25<sup>e</sup> anniversaire de la tragédie du 6 décembre 1989» déclarait: «En ce 25<sup>e</sup> anniversaire de la tuerie survenue le 6 décembre à Montréal, nous joignons notre voix au front commun d'organismes et de citoyens, citoyennes qui croient que notre devoir de mémoire entraîne nécessairement des actions concrètes pour les motifs suivants:

- Renforcer la lutte contre la violence faite aux femmes, pour garantir, à toute femme, l'exercice effectif de son

droit à la sécurité et à vivre dans une société sans violence [...].

- Combattre les inégalités entre les femmes et les hommes en luttant contre la discrimination, la marginalisation et l'exclusion à l'égard des femmes dans les domaines de l'éducation, du travail, de la sécurité économique et de la santé [...].



Michel Chartrand, SCFP

- Poursuivre le combat pour un meilleur contrôle des armes, car un encadrement législatif de l'accès, de la possession et des types d'armes à feu disponibles est nécessaire pour minimiser les décès et blessures par balles [...]. »

Pour que plus jamais la violence ne brise irrémédiablement des vies.

Céline Beaulieu, CND



Association des religieuses  
pour les droits des femmes

**RELI-FEMMES,  
Bulletin de l'ARDF  
N° 83 - FÉVRIER 2015**

Édité trois fois l'an par  
l'Association des religieuses  
pour les droits des femmes.

**Le but de l'Association est  
de travailler, dans une  
perspective évangélique  
et selon les charismes  
des divers instituts,  
à la promotion des femmes  
- religieuses et/ou laïques-  
dans l'Église et dans  
la société.**

Équipe de rédaction :  
Céline Beaulieu, CND,  
Suzanne Bolduc, FSP,  
Céline Dubé, CND,  
Camilla Martin, NDA,  
Marina Tremblay, CND.

Collaboratrices régulières :  
Les membres  
de l'Équipe de coordination,  
Léona Deschamps, RSR,  
Réjeanne Dubé, NDA,  
Jeanne Gareau, SSA,  
Fernande Themens.

Infographie :  
Nathalie Tassé

Conception graphique :  
René St-Amand

Impression :  
Groupe Laurier

Expédition :  
Suzanne Bolduc, FSP  
et des bénévoles, secrétariat  
de l'ASMDM

Abonnement  
(taxes incluses)  
Canada : 12\$  
Étranger : 15\$

Reproduction permise  
sous réserve d'en  
mentionner la source.

Correspondance :  
Louise Bégin, CND  
1880, rue Sicard, app. 3  
Montréal (Québec) H1V 2X8  
Tél. : 514 252-9072  
louisebegin2@videotron.ca



Maud Amandier et Alice  
Chablis, *Le déni. Enquête  
sur l'Église et l'égalité  
des sexes*, Novalis, 2014,  
392 p.

**L**es auteures de l'ouvrage: Maud Amandier, journaliste, a travaillé dans la presse chrétienne et sociale et Alice Chablis, plasticienne, enseignante et bibliste fut aumônière de grandes écoles et d'université. Dans *Le déni*, elles proposent l'interrogation systématique sur des questions taboues dans l'Église: la sexualité, la non reconnaissance des femmes, l'infaillibilité du pape et le statut sacralisé du prêtre et du mariage sans négliger les investigations inspirantes de Jésus pour un nouveau règne de Dieu. Par l'étude sérieuse des textes officiels de l'institution catholique et les représentations symboliques des sexes et du pouvoir, elles découvrent ce qui détermine la pensée du Magistère sur les hommes et les femmes, des premiers siècles à nos jours.

Au fil des trois chapitres qui constituent la première partie du livre ayant pour titre «L'Église et le féminin», les enquêteuses identifient les rouages et la logique du système qui maintient les ouvrières que sont les femmes dans l'invisibilité et la subordination. Selon la construction des archétypes féminins, Ève et Marie, ainsi que la politique de dévotion à la Vierge, les femmes demeurent séductrices comme la mère des vivants ou soumises comme la mère de Jésus.

Ainsi la pensée masculine du Magistère sur les femmes se développe des débuts de la chrétienté à nos jours. Malgré l'égalité des femmes et des hommes proposée par Jésus, la supériorité du masculin perdure dans l'Église.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage intitulée «L'Église au masculin», les auteures rappellent les nombreux textes qui maintiennent les embaardées du patriarcat chez les fidèles. Elles y débloquent et questionnent le privilège exclusif sur

le savoir et le pouvoir absolu conféré à un seul homme, le pape. Ceci entraîne la constante soumission, surtout depuis le III<sup>e</sup> siècle. À leur avis, la puissance de l'infaillibilité du chef demeure malgré la notion de Peuple de Dieu proposée par Vatican II. L'Église excommunie souvent. On a si peur de la nouveauté en interprétations exégétiques et théologiques, des recherches sur le genre et de divers effets de la modernité... Pourtant, Jésus n'a réclamé aucune soumission!

Avec «L'Église et le patriarcat», troisième partie du volume, les auteures explorent le dilemme pouvoir/service dans l'institution. Pour ce faire, elles soulèvent les questions brûlantes du refus de la prêtrise aux femmes, de l'appropriation masculine de la Parole et des sacrements, du blocage sur un unique modèle conjugal ou familial et de la conversion en dogmes et morale des propositions de l'Évangile. Malgré l'annonce de la résurrection de Jésus faite aux femmes, leur parole demeure étouffée dans l'Église depuis Paul, nuisant à leur véritable identité. Aujourd'hui, l'Église a tout à gagner en évitant le déni de la réalité sexuelle et en affirmant le partage, ainsi que l'égalité du masculin et du féminin.

Malgré un titre – un peu provocateur – les auteures explorent les racines et l'évolution du patriarcat dans l'Église. À ne pas manquer, la lecture de l'ouvrage *Le Dénier!* Cette enquête s'avère une analyse pertinente, éclairante et... de nature à stimuler un engagement créateur des femmes et des hommes pour une ecclésiologie totalement renouvelée. Une Pentecôte en ébullition!

Léona Deschamps, RSR

# « Libérons nos corps, notre Terre, nos territoires! »

La thématique de la Marche mondiale des femmes (MMF) 2015 lance un appel mobilisateur à toutes les femmes des quatre coins de la Terre pour faire ensemble un pas de plus dans la conscientisation et l'action politique concernant des enjeux vitaux pour leur propre existence et celle de la planète. À quoi sommes-nous convoquées?

Lors de la 9<sup>e</sup> Rencontre internationale de la MMF tenue au Brésil en août 2013, des déléguées provenant de plus de 50 pays ont défini l'orientation de la 4<sup>e</sup> Action internationale de la MMF. La concordance des résultats de consultations était sans équivoque. À l'échelle mondiale, nous devons reconnaître et dénoncer notamment : les liens étroits entre l'accaparement de la nature et l'accumulation de la richesse au profit de quelques-uns par la dépossession des autres; l'attaque contre les droits des travailleuses et travailleurs; les politiques d'austérité et l'appauvrissement des peuples; le contrôle du corps et de la vie des femmes. À partir de cette vision commune, le thème pour l'action de 2015 s'imposait : « Libérer nos corps, notre Terre, nos territoires! »

## Résister progressivement responsable de son milieu de vie

Les forces d'oppression néolibérales et patriarcales nous submergent de toutes parts. La résistance s'inscrit d'abord dans notre propre corps compris, selon les femmes du Guatemala, comme « tout premier territoire qui nous appartient. Il fait partie de ce que

nous sommes, incluant les droits avec lesquels nous vivons, dans un territoire déterminé. C'est le corps physique, l'esprit, la construction de la pensée, la connaissance, la spiritualité, les sentiments, les décisions, les positions et réflexions pour une vie pleine, digne et non violente... ». La volonté de défendre la VIE, impératif viscéral, exige de mettre nos forces en commun afin de résister au saccage de l'humain et de l'environnement, saccage ayant des impacts particulièrement néfastes dans le quotidien des femmes.

## Proposer des alternatives

La solidarité avec les groupes porteurs de solutions pour un « monde autre » est incontournable. Prendre à nouveau la rue pour appeler à plus de justice dans une société égalitaire et écologique. Refuser le défaitisme et croire en notre pouvoir de changer les choses en construisant collectivement des alliances et des alternatives. Pour ce faire, il est de la plus grande urgence de participer à un large mouvement de la société civile pour barrer la route aux multiples attaques du système néolibéral. Les droits, la démocratie, les services publics, les besoins essentiels, etc. sacrifiés sur l'autel du dieu de l'économie doivent retrouver leurs lettres de créance!

## La MMF « ailleurs »

Les rapports entre les différentes formes de contrôle du corps des femmes et l'appropriation des territoires et des ressources naturelles font partie des réflexions développées depuis longtemps par les militantes du Sud et

des femmes autochtones. Ainsi, une volonté de « Construire le mouvement féministe en Afrique pour transformer la vie des femmes » a fait consensus lors d'une réunion regroupant 30 déléguées de 21 pays africains. Ce fut un lieu pour débattre de leurs préoccupations en termes de pauvreté, violence, industrie de l'extraction et changement climatique. Le Moyen-Orient et le monde arabe se mobilisent à la mesure de leurs possibilités géo-politiques. Quant à l'Europe, une caravane féministe partira de la Turquie le 8 mars pour clôturer la Marche le 17 octobre au Portugal.

## Au Québec

La Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF) propose un texte de réflexion et des outils d'éducation populaire qui permettent de développer une vision commune de la thématique et qui constituent une ressource pour tous les groupes et militantes qui souhaitent se mobiliser en vue des actions de la MMF de 2015 ([www.mmfcq.org/thematique](http://www.mmfcq.org/thematique)).

De plus, dans la continuité des actions de 2010, la CQMMF marque une volonté d'approfondir les solidarités avec les femmes autochtones du Québec : aller sur leur terrain, travailler étroitement avec elles pour dénoncer les différentes formes de violence dont elles sont particulièrement accablées et mettre de l'avant les moyens de résistance et les alternatives qu'elles développent au Québec et ailleurs. Marcher avec elles, entendre leurs cris et leurs espoirs font partie intégrante de la convocation féministe pour 2015!

# Repenser l'économie, défendre l'écologie ... des combats féministes!



**Marie-Ève Duchesne,**  
intervenante en droit au logement  
avec le Comité populaire  
Saint-Jean-Baptiste à Québec.

partie du discours féministe depuis de nombreuses années, plus rares sont les moments où les féministes ont pris vraiment le temps de repenser en tant que telle l'économie. Un constat s'impose: l'égalité entre les hommes et les femmes et entre toutes les femmes elles-mêmes ne peut être atteinte à l'intérieur du capitalisme. En tant qu'image parfaite à la croisée de deux systèmes d'oppression, le capitalisme et le patriarcat, on retrouve la non-reconnaissance du travail des femmes. Comme les femmes sont socialement confinées dans un rôle de reproduction, leur travail se fait en opposition au rôle de production imposé par le capitalisme et majoritairement attribué aux hommes dans la société. Et comme notre économie actuelle en tire profit, il est peu probable que ce modèle économique se transforme par lui-même.

**N**ovembre 2013: plus de 1000 féministes se sont réunies à Montréal dans le cadre des États généraux de l'action et de l'analyse féministes. Pourquoi ce grand rassemblement? L'objectif était de poursuivre les réflexions féministes sur les quelques enjeux nouveaux qui nous attendent en ce début du 21<sup>e</sup> siècle: l'économie et l'écologie à saveur féministe!

## L'économie et l'écologie: des enjeux féministes?

Hé oui! Voici venu le temps de se pencher sur des enjeux qui ont été traditionnellement attribués quasi exclusivement aux hommes. Bien que les inégalités salariales, la pauvreté vécue par les femmes et d'autres aspects liés à l'économie fassent

De fait, la socialisation étant considérée du point de vue du genre, les attentes de la société par rapport aux femmes sont différentes de celles par rapport aux hommes. Les rôles sociaux attribués à chacun des genres ont un impact important sur les revenus des femmes et sur leur place concernant le marché du travail. Par exemple, les femmes constituent 80% des proches-aidantes et elles sont socialisées pour remplir ces fonctions non rémunérées et non valorisées par le système néo-libéral. Rien d'étonnant à cela, car l'économie capitaliste s'appuie sur une division sexuelle du travail reposant sur le travail gratuit des femmes, ou encore à un travail qui les cantonne aux secteurs les moins valorisés et aux emplois les plus précaires. La conciliation travail-famille, qui concerne

pourtant en grande majorité les femmes, ou encore la conciliation études-famille, sont certes encouragées par quelques timides mesures politiques, qui restent malgré tout insuffisantes. Le système commercial échappe à tout contrôle démocratique et est fondé en partie sur l'exploitation des femmes.

Dans les années 1970, la question de l'écologie a fait son apparition de façon un peu plus formelle dans les débats des féministes. Certaines d'entre elles, se revendiquant d'une approche écoféministe, mettaient déjà de l'avant certains liens entre le système capitaliste et le patriarcat. En effet, on peut voir des ressemblances entre le fait de s'approprier la nature comme le font actuellement de grandes compagnies et l'appropriation du corps des femmes. Une même logique s'impose derrière ces deux formes d'exploitation: une logique de domination basée, entre autres, sur le patriarcat. Et, qui dit exploitation des ressources, dit contrôle du territoire!

À plusieurs endroits dans le monde, nous assistons à une militarisation des territoires autochtones afin que les entreprises multinationales puissent s'approprier les ressources naturelles. Pensons aux compagnies canadiennes, telles les minières et les pétrolières, présentes dans des pays en conflit qui sont riches en matières premières exploitables et exportables comme la Colombie, la République démocratique du Congo ou même la Grèce, pour ne nommer que ceux-là. On ne peut pas non plus passer sous silence le colonialisme, qui est encore en vigueur aujourd'hui, même ici au Québec, et qui est basé sur cette même logique.

## Pour une société juste et égalitaire

Repenser l'économie, sortir du modèle dominant. Voilà un exercice qui semble simple, mais si complexe à la fois. Parce qu'il est souvent impératif de répondre aux urgences à court terme, il est parfois difficile de développer une vision qui pourrait être une solution à plus long terme. Et plusieurs de ces solutions restent à débattre: le travail en est un bon exemple.

Nous ne pouvons nier les avancées qui ont été faites pour les femmes sur le marché du travail, entre autres, grâce à la syndicalisation de plusieurs milieux. Pensons à la loi sur l'équité salariale, à la hausse du salaire minimum, à la loi sur la perception des pensions alimentaires, à la création des Centres de la petite enfance (CPE), etc. Mais quel objectif voulons-nous atteindre? Pour sortir définitivement d'un modèle économique qui appauvrit les femmes, voire qui les exclut de la société, ne serait-ce pas le moment d'avancer vers un «revenu minimum garanti» permettant de sortir de cet état de précarité? Ou, au contraire, est-ce là une mesure incitative au retour à la maison qui enracinerait encore plus la division sexuelle du travail? Mesure émancipatrice ou contraignante? Peut-on donner une place à la famille et aux responsabilités qui en découlent dans les revendications féministes ou est-il plus sage de demeurer prudente face à un possible *backlash*?

Bien que des débats demeurent à faire, repenser l'économie n'est plus à discuter. À l'heure où le gouvernement sabre dans

tout ce qui ressemble de près ou de loin à un service public ou à un programme social, à l'heure où les compagnies minières, gazières et pétrolières règnent en maîtres sur nos territoires, la question de l'économie devient centrale. Comment sortir de ce système basé sur l'individualisme et la compétitivité et qui attaque actuellement les femmes de plein front?

## Vers une alternative éco-féministe

Inviter le mouvement féministe à développer une alternative économique en dehors du capitalisme représente un pas audacieux mais nécessaire. Cependant, s'il demeure indispensable de poursuivre les critiques féministes du système économique actuel et de continuer à se battre pour le rendre plus égalitaire et plus juste, il devient également urgent de proposer des alternatives qui tiennent compte des enjeux majeurs que sont le bien-être de toutes et de tous et la protection de l'environnement.

Développer une vision féministe de l'économie permettrait d'allier le développement social et humain à la nécessité de changer les modes de vie pour un bien-être collectif. Le mouvement féministe doit aussi se donner les moyens de sortir d'une situation dans laquelle les acquis ne bénéficient qu'à une partie des femmes et contribuent ainsi à l'augmentation des inégalités entre elles. Après avoir mis en lumière les impacts de l'imbrication entre le capitalisme et le patriarcat, le mouvement féministe constate que, parmi les femmes, celles qui se trouvent marginalisées de par leur classe sociale, leur origine, leur orientation sexuelle,

leur identité culturelle ou religieuse ou leur handicap subissent les inégalités du système capitaliste avec d'autant plus de force. Une analyse qui tient compte de l'intersection entre les différents systèmes d'oppression peut permettre au mouvement féministe de développer une vision alternative plus globale et inclusive du vécu de toutes les femmes.

Aussi, le mouvement féministe ressent-il le besoin de développer une vision alternative qui soit basée sur des valeurs telles que l'égalité entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples, la recherche du bien-être des personnes et de la société en général, ainsi que le respect de l'environnement et les ressources naturelles limitées de notre planète.

Nous sommes donc appelées à poursuivre nos luttes féministes en remettant en question le système économique actuel. Et puisqu'il est temps de dépasser ce système, il nous revient de développer une vision alternative, féministe et écologiste, de l'économie et du travail. Voilà un objectif central mis de l'avant par les perspectives de ce rassemblement féministe qu'ont été les États généraux. Et ce n'est que le début; le travail qui nous attend n'est pas simple. Qu'à cela ne tienne, féministes, nous n'avons jamais eu la tâche simple ... pas vrai?

Ce texte se veut une interprétation et une réflexion sur certains enjeux soulevés lors des États généraux de l'action et de l'analyse féministes. Pour en savoir plus: <http://www.etatsgenerauxdufeminisme.ca/index.php/systeme-economique-travail-des-femmes-et-place-de-l-ecologie>

## MONTRÉAL

### Du dialogue à la solidarité

Une formation, donnée le samedi 8 novembre à Montréal, par Madame Viviane Michel, présidente de l'Association Femmes Autochtones du Québec (FAQ), a intéressé au plus haut point les 42 participantes. La célébration, cette année, du 40<sup>e</sup> anniversaire de cette association reconnue internationalement, est l'occasion d'honorer toutes les femmes qui ont contribué à développer de meilleures conditions de vie, un rapport égalitaire avec les hommes et à instaurer une Charte des peuples autochtones.

Madame Michel est convaincue de l'importance de l'éducation populaire pour réveiller le leadership des femmes, pour mettre en place une approche circulaire où la mission et les membres sont au centre, pour dénoncer l'austérité des gouvernements qui a un sérieux impact sur la vie des femmes.

La profondeur de la spiritualité de ce peuple, lors d'une célébration, invitait à la réconciliation. Au dîner, un buffet amérindien ajoutait un élément de plus à la connaissance de cette culture. Dans les semaines à venir, l'équipe de coordination de



### 8 novembre, intervenantes autochtones

la région de Montréal verra comment donner suite aux actions de solidarité proposées en lien avec les nombreux défis mentionnés : contacter nos députés pour demander une commission d'enquête sur les 1186 femmes autochtones disparues, écrire sur des réseaux sociaux, faire un don de solidarité à la FAQ et prendre connaissance de la Charte des peuples autochtones.

*Source: Nicole Bernier, CND*



### 8 novembre 2014, participantes

## SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

### Vigile

L'appel de la Marche mondiale des femmes à la mobilisation, en solidarité avec les femmes autochtones disparues et assassinées, a été entendu en région. Une vigile organisée, le 4 octobre, à Mashteuiatsh a regroupé plus de 70 personnes. Des membres du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont participé à la vigile à Saguenay. À la lumière de bougies, les gens ont inscrit les noms des disparues sur les paliers et les marches en avant

de la cathédrale. Une courte marche a suivi et rassemblé en cercle une trentaine de personnes autour du monument « La fée des bois ». Un poème lu par une femme autochtone a clôturé l'événement. Trois autres lieux ont tenu des vigiles : Alma, Sainte-Rose-du-Nord et L'Anse-Saint-Jean.

*Source: Françoise Gagnon, NDBC*

### Rose Dufour à Alma

Une autre information d'actualité. Le 25 septembre 2014, invitée par la Maison de femmes au Quatre-Temps d'Alma, Madame Rose Dufour, docteure en anthropologie a livré à plus de 60 femmes, les résultats de sa recherche sur la prostitution : les clients, ces hommes qui achètent les services sexuels; la vision de ces utilisateurs sur la femme qui offre ses services; la violence que vivent les femmes. Au cours de son long entretien,

Madame Dufour a fait découvrir la richesse de ces femmes prostituées qui, la plupart du temps, ont eu un passé d'abus et qui luttent pour sortir de cet enfer. Son livre, « Je vous salue... Marion: le point zéro de la prostitution », démontre que la prostitution n'est pas « le plus vieux métier du monde », mais le plus grand mensonge du monde ». Voilà les raisons qui lui font dédicacer son livre par ces mots : « [...] la vérité, la terrible vérité de la prostitution. Il faut faire reculer cette tragédie humaine. Ensemble nous le pouvons ».

Source : Jeanne-d'Arc Fortin, SBC

## MAURICIE

### Célébrer Dieu avec des «Héroïnes méconnues»

En continuité par rapport aux sept héroïnes méconnues présentées par notre réseau en Assemblée générale de l'ARDF, trois communautés, les Ursulines, les Filles de Jésus et les Sœurs de la Charité d'Ottawa, ont choisi de faire connaître trois d'entre elles à leurs communautés respectives. Ces trois héroïnes appartiennent à des catégories distinctes : Éva Circé-Côté, à la catégorie « engagement »; Rosalie Cadron-Jetté, à celle de « femmes démunies »; Lisa Monchalain, autochtone, à la catégorie « discrimination/violence ». Elles ont sûrement vécu les trois dons reçus au baptême, soit prêtre, prophète etro qui seront approfondis ultérieurement.



Groupe mauricien

Source : Rita Lafrenière, OSU

## QUÉBEC

La première étape du colloque international ayant pour thème « Sortir de la prostitution : enjeux et défis » s'est tenue le 3 octobre à Québec. Organisé conjointement par *La Maison de Marthe* et *CLES (Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle)*, l'événement a réuni plus de 250 personnes, en majorité des femmes.

Plusieurs membres de l'ARDF, région de Québec, ont pris part à cet événement qui concerne un problème crucial de la société. Des interventions fortes ont été présentées par Julie Miville-Dechêne, présidente du Conseil du statut de la femme, Diane Matte, coordonnatrice de la CLES et Rose Dufour, fondatrice et directrice de la Maison de Marthe, qui accueille des femmes qui veulent sortir de la prostitution.

La parole de deux femmes ex-prostituées, des « survivantes », a ouvert la soirée en provoquant une vive émotion par le récit de leurs souffrances, de l'exploitation vécue et enfin de leur sortie

de ce monde destructeur. À noter que l'un des témoignages a été livré de façon anonyme et à visage caché pour éviter des répercussions négatives.

La spécialiste française des conséquences de la pratique de la prostitution, la docteure Judith Trinquart de Paris, a par la suite présenté sa conférence « Corps disloqués, âmes brisées : les conséquences physiques et psychiques de la prostitution ». Ses 15 années d'observation sur le terrain lui font dire que les prostituées s'exposent à la mort à petit feu, en s'anesthésiant pour se protéger contre des douleurs causées par des relations sexuelles contraintes. Cet exposé très documenté a donné lieu à une période de questions nourrie.

Le mot de la fin est revenu à Rose Dufour qui accompagne, depuis 2001, les femmes désireuses de sortir de la prostitution. Ses ambitions sont grandes, voire utopiques : faire de Québec une ville sans prostitution. Un dossier à suivre.

Source : Louise Turmel, RJM

## Montréal sur sa lancée

**A**u lendemain de la fondation de l'Association des religieuses pour la promotion des femmes en 1986, un comité de répondantes assume le leadership de la région sans compter désormais sur la collaboration du diocèse. Aussitôt en fonction, le comité de Montréal organise une première rencontre de répondantes et, de 1989 à 1995, des rassemblements intercommunautaires souvent appelées *rendez-vous annuel* puisque, à ce moment, les communautés religieuses sont membres du mouvement.

De la sensibilisation, on passe à l'engagement, à la solidarité, au questionnement sur les sujets de l'heure dont les législations concernant les femmes, le suivi au document *Violence en héritage*, la recherche femmes-emploi menée par l'UQAM. Le cinquantenaire de l'obtention du droit de vote par les femmes reçoit une attention particulière. La relation femmes-Église demeurée taboue sera abordée de plein fouet dans quatre rencontres intercommunautaires.

En même temps, des activités s'organisent dans les congrégations à l'initiative des répondantes: réunions, célébrations, insertion dans les milieux. Les communautés religieuses du territoire apporteront un important soutien à la Marche du pain et des roses en 1995.

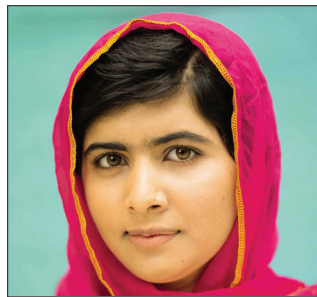
Bilan impressionnant tout à l'honneur du comité de Montréal issu du Groupe de travail. Une relève de battantes lui succède en 1997. C'est le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de la région.

Jeanne Gareau, SSA

Réjeanne Dubé, NDA  
et Fernande Themens

## Secrétaire générale de la Francophonie

Désignée secrétaire générale par l'Assemblée de l'Organisation internationale de la francophonie, le 30 novembre 2014, Michaëlle Jean, Québécoise d'origine haïtienne, déclarait: «Ensemble, traçons le chemin d'une Francophonie moderne et tournée vers l'avenir. La Francophonie du XXI<sup>e</sup> siècle sera au service et à l'écoute des jeunes et des femmes. Prospère, elle conjuguera l'accroissement des échanges et le développement humain et durable pour tous (et toutes).»



## Jeune prix Nobel de la Paix

La jeune Pakistanaise Malala Yousafzai, reçoit à 17 ans, conjointement avec l'Indien Kailash Satyarthi, le prix Nobel de la Paix 2014, elle qui se bat depuis des années pour que les filles aient le droit d'aller à l'école. Elle verse l'ensemble de sa récompense pour reconstruire une école détruite par les attaques du Hamas de la bande de Gaza.

## Honorée à l'âge d'or

Le 4 novembre dernier, une autre battante, Lise Payette, reçoit l'un des Prix du Québec. Mme Payette, une ex-femme politique est présentement une chroniqueuse au Devoir dont le franc-parler est toujours apprécié. Elle hérite du Guy-Mauffette, soulignant la carrière d'une personnalité du monde de la radio et de la télévision.

## Autre prix du Québec

Autre lauréate d'un prix du Québec, Manon Barbeau, fondatrice du Wapikoni mobile, un studio ambulant de création audiovisuelle et musicale prenant la route vers les communautés autochtones du Québec, s'est vu décerner le prix Albert Tessier, soulignant la contribution exceptionnelle d'une artiste du domaine du cinéma.

## Reconnue comme militante féministe

Un article de *La Presse* du 3 novembre 2014, annonce la réception du prix du Gouverneur Général attribué à Louise Champoux-Paillé, une militante qui, depuis plus de 25 ans, intervient pour élargir la place aux femmes dans les instances de gouvernance.